

Ballon-sonde et médiocre outsider

Faut-il se donner de la peine pour commenter une rumeur persistante ? Doit-on relayer sans réserve ni prudence ce qui fait tant écrire dans la presse sur le sujet ? Et si l'étrange candidature que l'on présente déjà comme une «solution-barrage» au coup de force constitutionnel n'était qu'un ballon-sonde ? En effet, comment peut-on ignorer qu'il existe des officines qualifiées pour ce travail ? Celui d'être des rampes de lancement pour ce genre de «virtualités» sans fondement sinon celui d'installer une atmosphère électorale post-putsch. Autrement, dit ne sommes-nous pas déjà victimes de la traditionnelle manipulation précédent chaque scrutin présidentiel ? Quand bien même les journaux seraient correctement briefés pourquoi ne devrait-on pas s'interroger sur cette surprenante annonce ?

La presse, qui a besoin de pâture pour fabriquer ses «unes», n'est jamais à l'abri de la désinformation. Celle qui est concoctée dans les cabinets des pouvoirs et qui est leur côté sombre. Eux, qui ont besoin de travestir leurs actes, ne rechignent guère sur les moyens et les recours pour y parvenir.

Le cas de Zeroual donné pour challenger de Bouteflika en 2009 n'en est-il pas exemplaire ?

Avant même que le concerné ne se soit exprimé, cette sollicitation venue de nulle part ne s'inscrit-elle pas dans la phase prépara-

toire pour dénicher de bons lièvres pour une ré-légitimation par avance acquise ? Zeroual, donnant le change à un autocrate sûr de sa reconduction, serait alors le scénario idéal. Or, si cela venait à être confirmé, se poseraient à ce moment-là d'autres questions. Celles-ci concerneraient non pas ceux qui en avaient imaginé et souhaité ce faux duel mais celui qui s'y enrôla.

Pour l'instant, nous demeurons dans la prophétie journalistique. Et même si celle-ci venait à donner raison aux annonceurs, cela ne lèverait pas pour autant le voile sur les véritables arrangements politiques qui l'ont rendue possible. Les sources «autorisées» qui alimentent ces jours-ci la presse seraient-elles capables de lui en fournir, à ce moment-là, des justifications plausibles ? Car un «come-back» d'un ex-chef d'Etat ne s'accomplit pas sans dégâts surtout lorsqu'on suppose que sa défaite est infailliblement programmée.

Ceci dit, l'énigme de Zeroual ne doit pas faire oublier une autre annonce de candidature. Même si la seconde est manifestement ridicule jusqu'à l'imposture, elle mérite néanmoins un examen surtout en ces temps désespérément indigestes en leaders crédibles.

Il s'agit justement de cet obscur Moussa Touati qui, ne doutant de rien, s'apprête à ferrailler pour devenir chef de l'Etat ! Rien que ça... Il faut croire que cette

république est devenue trop bonne fille pour ne voir aucun inconvénient à mettre dans son lit un aventurier politique sans la moindre expérience pour la diriger. C'est qu'à travers ce personnage et son parti (FNA), se sont écrites certaines péripéties à l'origine du solde de tout compte de l'ère zéroualienne.

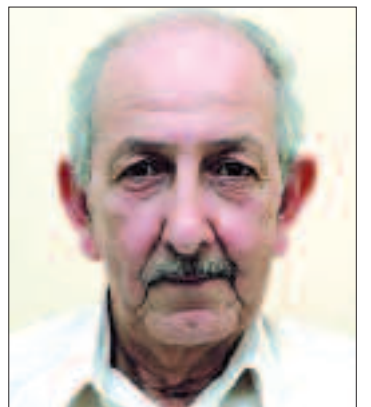
Nous sommes en novembre 1998 et les temps sont durs pour le parti de l'administration qu'était le RND. A cette époque-là, les déserteurs étaient plus nombreux que les nouveaux conscrits. En effet, avec un chef d'Etat réduit à l'expédition des affaires courantes et un personnel politique dont la versatilité légendaire s'illustrait alors dans la course aux nouvelles allégeances, les derniers bastions de la fidélité ne pouvaient que tomber. Benbaïbeche, animateur de l'association des enfants de chouchada (ONEC) et secrétaire général par intérim du RND, allait justement faire les frais de l'opération de démantèlement. C'est le moment que choisit Touati pour entrer en scène afin de casser l'organisation et s'autoproclamer père fondateur d'un nouveau parti. La bénédiction ne tarda pas à lui venir à la fois du candidat du système (Bouteflika) et des nouveaux convertis qui ont pour nom Ouyahia et Bensalah.

Ainsi, ce FNA, dont l'acte de naissance est consubstantiel à la récupération du RND et du FLN, avait tout

lieu de ressembler à un produit de laboratoire. Conçu dans les bœux et les cornues d'une association de défense d'une catégorie spécifique de la population, il revendiqua, dès son agrément, le monopole du «novembrisme». Satellite de ces doubles parrains que sont le FLN et le RND, il évolua sous leur coupe tout en prétendant en être leur synthèse.

Les rares explications que Moussa Touati eut à donner en dix années d'existence sont toujours frappées du sceau de l'ambiguïté. Sans contenu politique ni soubassement doctrinal, ce parti n'est en fait qu'un appendice de l'Alliance présidentielle qui, justement, le gratifie à chaque scrutin d'un quota «d'élus». A l'évidence, la création de cette formation politique, abusivement dénommée «front», a été vivement encouragée pour exercer des contre-poids et casser des hégémonies encore réfractaires aux ralliements.

En son temps, sa création visait clairement la destruction de la coordination nationale des enfants de chouchada», structure dissidente dirigée par Benbaïbeche. En effet, le «front» de Touati ne doit son existence qu'en tant qu'instrument de «normalisation» d'une organisation de masse au profit du pouvoir. Qu'il veuille opportunément marquer sa différence aujourd'hui ne fait pas pour autant de ce personnage et



Par Boubakeur Hamidechi
hamidechiboubakeur@yahoo.fr

son parti un contradicteur de l'alliance au pouvoir. Son abstention au vote sur la révision constitutionnelle est, précisément, son alibi pour être «distribué» dans la pièce théâtrale de la présidentielle.

Autrement dit, si une structure politique ne doit son existence qu'à sa vocation de relais de l'appareil d'Etat, elle ne peut être «peuplée» que d'exécuteurs des basses œuvres. Touati en est le parangon de ces missionnaires.

Or, la République, lorsqu'elle quête et enquête avant d'adober ses dirigeants, se trompe rarement sur les impostures masquées. Car, quoi qu'on dise, tous les outsiders politiques ont quelques talents pour séduire cette majesté, à l'exception de ce Touati, évidemment.

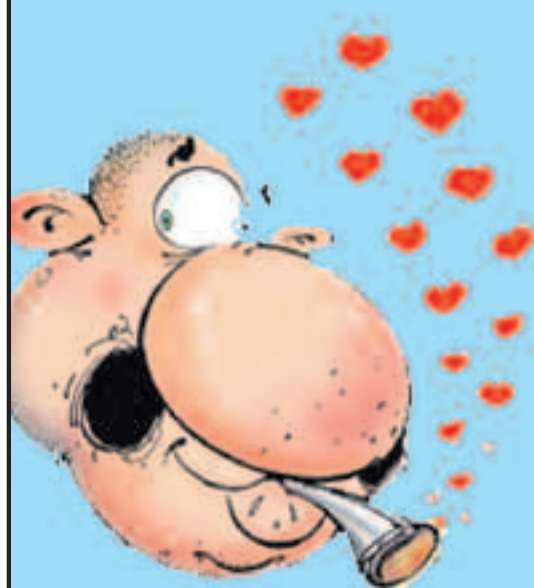
B. H.

Le Soir sur Internet :
<http://www.lesoirdalgerie.com>
E-mail : info@lesoirdalgerie.com

POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

laalamh@yahoo.fr
laalamhakim@hotmail.com



Eddawla H'nina !

Présidentielle 2009. Les choses se précisent. On signale déjà...

... un lièvre, une perdrix...

Les journalistes sont d'éternels grognons. Prenez un exemple pour illustrer la chose. Ils se plaignent tout le temps que les ministres et leurs ministères ne communiquent pas. Mais lorsqu'un ministre communique, personne ou presque n'y fait allusion. Ce n'est pas juste ! Y a un ministre qui a communiqué ce jeudi lors d'une émission radio de la Chaîne III. On lui a demandé des explications sur un sujet vachement sensible, et il a donné toutes les explications demandées. Ce ministre ne s'est d'ailleurs pas contenté de donner des réponses aux questions que les journalistes du plateau lui posaient. Non ! Il a anticipé sur toutes leurs questions à venir, et même sur celles qui ne venaient pas ou que les confrères ne comptaient pas franchement faire venir. Il est allé encore plus loin en donnant des chiffres. Des chiffres forcément officiels, puisque c'est lui, ministre officiel d'une république officielle, qui les divulguait sur une radio officielle. Et je trouve idiot, imbécile, forcément dommage que ces chiffres donnés si diligemment par notre ministre, fournis sans contrainte, servis à l'envi, présentés sur un écran, avec des rubans et des dragées autour, ne soient pas répercutés de façon plus large. Je veux donc réparer cette injustice faite à un ministre communiquant et disposé à se mettre à table sans torture. Jeudi donc, sur la Chaîne III, en fin de journée, Djamel Ould Abbès,

ministre de la Solidarité, a communiqué les chiffres suivants à propos de la charte de réconciliation nationale et des indemnités de terroristes : le ministre a ainsi révélé qu'il avait reçu une enveloppe globale de... 21 milliards. Au jour d'aujourd'hui, donc celui de jeudi, le ministre nous a informé, nous les auditeurs attentifs, qu'il avait puisé... 9 milliards de cette enveloppe dans le cadre indemnitaire. Et il a précisé que pour tous les tanguos encore en vie, s'étant rendus, ayant bénéficié de la loi sur la réconciliation nationale, ayant obtenu par voie de justice leur réintégration au sein des entreprises d'où ils avaient été exclus pour la raison que l'on sait, l'Etat, donc lui et son ministère en l'occurrence, avait versé un peu plus de... 600 millions de dinars. Pourquoi 600 millions de dinars et des poussières ? Parce que ces pauvres égorgeurs d'enfants n'ont pu — forcément — cotiser à la Sécurité sociale pendant la période au cours de laquelle ils égorgaient. Et donc, aujourd'hui, pour la reconstitution de leur plan de carrière en vue de leur retraite, ces cotisations non perçues posaient problème et nos frères des montagnes risquaient de se retrouver sans pension pendant leurs vieux et paisibles jours. Ce qui aurait été intolérable, non ? Voilà ! J'espère que ces chiffres mal répercutés au départ, insuffisamment médiatisés à mon goût, vous seront parvenus. Et j'espère que vous les aurez appréciés à leur juste valeur. Je fume du thé et je reste éveillé, le cauchemar continue.

H. L.